



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA MEUSE**

Préfecture  
Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau des procédures environnementales



## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**N° 2017 – 2492 du 20 novembre 2017**

**prescrivant à la Société INÉOS ENTERPRISES FRANCE SAS à VERDUN - zone de  
Baleycourt, des mesures supplémentaires dans le cadre du Plan de Prévention des  
Risques Technologiques (PPRT) autour de cette usine**

**La Préfète de la Meuse,  
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

**VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 515-16 et R. 515-45 ;

**VU** le décret du 23 août 2016 nommant Mme Muriel NGUYEN, Préfète de la Meuse ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

**VU** l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** la circulaire du 10 mai 2000 relative à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentent dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

**VU** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2473 du 5 juillet 1976 modifié, autorisant la Société INÉOS ENTERPRISES FRANCE SAS à exploiter une usine de produits chimiques sur la Zone Industrielle de Baleycourt à VERDUN ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2017-1052 du 17 mai 2017 accordant délégation de signature à Mme Corinne SIMON, Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2017-1397 du 17 juin 2017 approuvant le PPRT autour de l'usine exploitée par INÉOS ENTERPRISES FRANCE SAS à VERDUN ;

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous  
40 rue du Bourg CS 30 512 55 012 BAR LE DUC CEDEX – Tél : 03 29 77 55 55 – Télécopie : 03 29 79 64 49  
site internet : [www.meuse.gouv.fr](http://www.meuse.gouv.fr) courriel : [pref-courrier@meuse.gouv.fr](mailto:pref-courrier@meuse.gouv.fr)

VU la convention de financement en date du 10 décembre 2015 des mesures supplémentaires ;

VU le rapport PP/VB/45-2017 de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est en date du 15 juin 2017 ;

VU le rapport VB/178/2017 de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est en date du 8 septembre 2017 ;

VU le projet d'arrêté porté le 18 octobre 2017 à la connaissance de l'exploitant ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que les activités exercées dans les installations exploitées par la société INÉOS ENTREPRISES FRANCE SAS à VERDUN BALEYCOURT sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il convient en conséquence de prévoir des mesures adaptées destinées à les prévenir ou empêcher leurs effets ;

**CONSIDÉRANT** les éléments apportés en juin 2012 par la société INÉOS ENTREPRISES FRANCE SAS, relatif à l'impact de la mise en œuvre de nouvelles mesures de réduction du risque ;

**CONSIDÉRANT** que ces mesures concourent à la diminution significative des zones de mesures foncières du Plan de Prévention des risques technologiques du site, s'élevant initialement à plus de 100 millions d'euros ;

**CONSIDÉRANT** que le montant des mesures foncières potentielles après mise en œuvre de ces mesures de réduction du risque s'élève à environ 500 000 euros ;

**CONSIDÉRANT** que le montant de ces mesures supplémentaires est évalué à 3 millions d'euros et que leur mise en œuvre permet une économie générale du coût du PPRT ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent qu'elles peuvent être considérées comme mesures supplémentaires au sens de l'article L. 515-16 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures supplémentaires doivent être mises en place dans un délai maximal de 4 ans à compter de la date d'approbation du PPRT conformément à la convention de financement ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – Exploitant**

La société INÉOS ENTREPRISES FRANCE SAS, pour l'exploitation de son usine située sur la zone industrielle de Baleycourt à VERDUN (55 100), doit respecter les prescriptions du présent arrêté, pour l'aménagement et l'exploitation de ses installations et activités classées, dans les délais précisés aux articles suivants.

### **ARTICLE 2 – Mesures supplémentaires**

L'exploitant met en œuvre, dans un délai de quatre ans à compter de la notification du présent

arrêté, l'ensemble des mesures supplémentaires qui permettent de respecter les prescriptions du présent article.

L'exploitant réalise les mesures supplémentaires selon le descriptif situé en annexe du présent arrêté, et dans les délais précisés dans cette annexe.

### **ARTICLE 3 – Modification**

Toute modification apportée au projet de réalisation par rapport au descriptif mentionné à l'article 2 est portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la Préfète.

Quelle que soit la modification apportée, celle-ci n'engendre pas de modification des pièces réglementaires du PPRT, sauf à ce que ce soit dans le sens d'une diminution des contraintes.

### **ARTICLE 4 – Mesures de publicité**

Le présent arrêté sans l'annexe sera publié au recueil des actes administratifs et également mis en ligne sur le site internet de la préfecture de la Meuse.

Il sera affiché pendant une durée minimum d'un mois en mairies de VERDUN, FROMEREVILLE LES VALLONS et NIXEVILLE BLERCOURT et mis à disposition de toute personne intéressée. Il sera également affiché dans l'installation, en permanence et de façon visible, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins de la Préfète, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux.

### **ARTICLE 5 – Recours**

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai maximal de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès de la Préfète de la Meuse ;
- soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre chargé de l'Environnement.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de NANCY :

- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai maximal de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 4 du présent arrêté ;
- soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

### **ARTICLE 6 – Exécution**


- La Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse,
- les Maires de VERDUN, FROMEREVILLE LES VALLONS et NIXEVILLE BLERCOURT,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information :

- au Sous-Préfet de VERDUN,
- à l'Inspecteur des installations classées (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD 55),
- à la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,
- au Directeur départemental des territoires de la Meuse,

- à la Société INÉOS ENTERPRISES FRANCE SAS,
- aux Personnes et Organismes Associés à l'élaboration du plan,
- à la Présidente du tribunal administratif – 5 place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY CEDEX.

BAR LE DUC, le **20 NOV. 2017**  
La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale,



Corinne SIMON